TSX : MFI

Relations avec les investisseurs
investor.relations@mapleleaf.com
Relations avec les médias
media.hotline@mapleleaf.com

Les Aliments Maple Leaf communique ses résultats financiers du troisième trimestre de 2026

Les Aliments Maple Leaf enregistre un BAIIA ajusté de 129 millions de dollars
et une marge de 12,5 %, ainsi qu'un bénéfice de 22 millions de dollars

Mississauga, Ontario, 4 novembre 2026 – Les Aliments Maple Leaf Inc. (« Les Aliments Maple Leaf » ou la « société ») (TSX : MFI) a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2026.

Faits saillants du troisième trimestre 2026

- Les ventes se sont élevées à 1 035 millions de dollars comparativement à 1 011 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 2,4 %.
- Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts, amortissement (« BAIIA ajusté[(i)] ») est passé à 129 millions de dollars, soit une augmentation de 15,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que la marge du BAIIA ajusté s'établit à 12,5 %, en hausse de 140 points de base.
- Le bénéfice avant impôts était de 36 millions de dollars, par rapport à 35 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le bénéfice tiré des activités poursuivies s'est chiffré à 22 millions de dollars (bénéfice de 0,18 $ par action de base), comparativement à 23 millions de dollars (bénéfice de 0,19 $ par action de base) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le résultat de base ajusté par action ordinaire[(i)] s'est établi à 0,36 $ pour le trimestre, par rapport à 0,21 $ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- En cumul annuel, la société a retourné 119 millions de dollars à ses actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions effectués dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.
- La société confirme ses prévisions de croissance des revenus dans la moyenne de la fourchette à un chiffre pour l'exercice 2026, son engagement à maintenir un bilan de qualité[(ii)], et une croissance du dividende d'environ 10 %. Elle prévoit maintenant un BAIIA ajusté avoisinant la limite inférieure de sa fourchette précédente de 520 à 540 millions de dollars et des dépenses en immobilisation comprises entre 130 et 150 millions de dollars.
- Confirme ses objectifs pour 2030 d'environ 5 milliards de dollars en revenus, d'environ 750 millions de dollars pour le BAIIA ajusté et de 1,7 à 1,8 milliard de dollars pour les flux de trésorerie disponibles cumulatifs, tout en conservant un bilan de qualité fonctionnant avec un ratio de levier[(ii)] inférieur à 3 fois.

Commentaires de la haute direction

« Nos résultats du troisième trimestre témoignent de l'exécution rigoureuse de notre stratégie. Nous avons enregistré un huitième trimestre consécutif de croissance des revenus d'un exercice à l'autre. Les ventes ont augmenté de 2,4 %, le BAIIA ajusté a augmenté de 15,4 % pour s'établir à 129 millions, et la marge de BAIIA ajusté a augmenté de 140 points de base, pour s'établir à 12,5 % », a déclaré Curtis Frank, président et chef de la direction des Aliments Maple Leaf. « Dans le secteur des aliments préparés, les ventes de produits de marque et la croissance des volumes ont été solides, et la composition favorable des ventes et la gestion des coûts ont amélioré la rentabilité. Nous avons généré 175 millions de dollars en flux de trésorerie disponibles, ce qui a encore renforcé notre bilan et nous a procuré une grande souplesse financière. »

« Nous avons entamé l'année 2026 et nous nous attendions à un contexte externe relativement stable. Cela n'a pas été le cas. La remontée de l'inflation dans la production alimentaire à l'échelle mondiale a fait grimper les coûts et exercé des pressions sur les consommateurs, particulièrement au cours du deuxième semestre », poursuit M. Frank. « Nous avons entamé l'exercice en prévoyant un BAIIA ajusté d'environ 520 à 540 millions de dollars. Nous maintenons nos attentes en matière de croissance des revenus et des bénéfices au quatrième trimestre par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, les pressions exercées sur les consommateurs et une inflation des coûts plus persistante que prévu nous amènent à anticiper un BAIIA ajusté annuel se situant près du bas de la fourchette, compte tenu du temps nécessaire pour compenser les effets de l'inflation. La croissance des revenus et des bénéfices dans ce contexte témoigne de la résilience de notre entreprise et de la solidité de notre exécution, et elle renforce notre confiance dans notre plan stratégique et notre capacité à atteindre nos objectifs financiers pour 2030. »

(i) Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué pour connaître la définition de ces mesures et ratios non conformes aux IFRS, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS.

(ii) Les Aliments Maple Leaf définit l'effet de levier de qualité comme étant généralement inférieur à 3 fois la dette nette par rapport au BAIIA ajusté pour les 12 derniers mois.

Faits saillants financiers et opérationnels

Les Aliments Maple Leaf comprend deux unités d'exploitation : les aliments préparés et la volaille. Dernière étape dans le cadre de la réorganisation annoncée précédemment des activités commerciales et de la chaîne d'approvisionnement de la société, l'unité d'exploitation de la volaille comprend maintenant les catégories de volailles fraîche et transformée. L'unité d'exploitation de la volaille représente environ 40 % des ventes, et l'unité d'exploitation des aliments préparés représente environ 60 % des ventes.

(en millions de dollars, sauf le bénéfice par action) (non audité)	**Au 30 septembre ou pour le trimestre clos à cette date**			**Au 30 septembre ou pour la période de neuf mois close à cette date**		
	2026	2025	Variation	**2026**	2025	Variation
Ventes	**1 034,7 $**	1 010,5 $	2,4 %	**3 017,7 $**	2 921,4 $	3,3 %
Profit brut	**175,8 $**	162,8 $	8,0 %	**548,4 $**	504,4 $	8,7 %
Frais de vente et charges générales et administratives	**96,0 $**	101,5 $	(5,4) %	**302,3 $**	304,2 $	(0,6) %
Résultat avant impôts sur le résultat	**36,4 $**	35,0 $	4,1 %	**158,4 $**	113,4 $	39,7 %
Bénéfice des activités poursuivies	**22,3 $**	23,3 $	(4,3) %	**109,2 $**	78,4 $	39,4 %
Bénéfice	**22,3 $**	43,1 $	(48,1) %	**109,2 $**	150,4 $	(27,4) %
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies	**0,18 $**	0,19 $	(5,3) %	**0,88 $**	0,63 $	39,7 %
Bénéfice de base par action	**0,18 $**	0,35 $	(48,6) %	**0,88 $**	1,21 $	(27,3) %
Résultat d'exploitation ajusté[(i)]	**80,8 $**	62,4 $	29,5 %	**249,8 $**	203,1 $	23,0 %
BAIIA ajusté[(i)]	**128,9 $**	111,7 $	15,4 %	**388,4 $**	358,4 $	8,4 %
Marge du BAIIA ajusté[(i)]	**12,5 %**	11,1 %	140 pb	**12,9 %**	12,3 %	60 pb
Bénéfice avant impôts ajusté[(i)]	**62,8 $**	40,0 $	57,2 %	**197,2 $**	135,0 $	46,1 %
Résultat de base ajusté par action[(i)]	**0,36 $**	0,21 $	71,4 %	**1,13 $**	0,77 $	46,8 %
Flux de trésorerie liés aux activités [illegible]	**200,2 $**	72,4 $	*n. s.*[(ii)]	**259,6 $**	321,9 $	(19,3) %
Flux de trésorerie disponibles[(i)]	**174,9 $**	46,2 $	*n. s.*[(ii)]	**192,6 $**	248,6 $	(22,5) %
Dette nette[(i)]				**940,3 $**	1 354,9 $	(30,6) %
Dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois[(i)]				**1,9**	2,0	(0,1)

(i) Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué pour connaître la définition de ces mesures et ratios non conformes aux IFRS, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS.

(iii) Non significatif.

Les ventes pour le troisième trimestre de 2026 se sont élevées à 1 034,7 millions de dollars comparativement à 1 010,5 millions de dollars au dernier exercice, soit une augmentation de 2,4 %. Dans le secteur de la volaille, les ventes ont augmenté de 4,3 %, soutenues par l'amélioration de la composition des canaux et les prix. Ces facteurs ont été partiellement compensés par la baisse des

volumes des canaux industriel, ce qui a largement neutralisé l'effet de la croissance des volumes dans les canaux des services alimentaires et du commerce de détail. Les ventes du secteur des aliments préparés ont augmenté de 1,3 % soutenues par l'amélioration de la gamme de produits et des revenus connexes de tiers, toutefois partiellement annulées par l'incidence de la baisse des volumes et de l'augmentation des dépenses des dépenses pour les promotions commerciales.

En cumul annuel pour 2026, les ventes se sont élevées à 3 017,7 millions de dollars, comparativement à 2 921,4 millions de dollars au dernier exercice, soit une augmentation de 3,3 %. L'augmentation des ventes de 7,6 % dans le secteur de la volaille est attribuable à l'amélioration de la composition des canaux, de l'augmentation croissance du volume dans le secteur de la vente au détail et des services alimentaires, facteurs qui ont été partiellement compensés par l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales. Les ventes dans le secteur des aliments préparés ont augmenté de 0,4 %, soutenues par les prix, les revenus connexes de tiers et un meilleur assortiment de produits, les revenus connexes de tiers et une meilleure composition des ventes. Ces facteurs ont été partiellement annulés par l'incidence de la baisse du volume et l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales.

Le bénéfice brut du troisième trimestre de 2026 a augmenté pour s'établir à 175,8 millions de dollars (marge brute[(i)] de 17,0 %) comparativement à 162,8 millions de dollars (marge brute[(i)] de 16,1 %) à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice brut est attribuable à une composition favorable dans les secteurs de la volaille et des aliments préparés et à une amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Le profit brut en cumul annuel pour 2026 est de 548,4 millions de dollars (marge brute[(i)] de 18,2 %), en hausse comparativement à 504,4 millions de dollars (marge brute[(i)] de 17,3 %) à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice brut est attribuable à une amélioration de l'efficacité opérationnelle et à une composition favorable, tandis que la hausse des prix a été annulée par la hausse de l'inflation des coûts. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'incidence de la baisse du volume.

Au troisième trimestre de 2026, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 96,0 millions de dollars, par rapport à 101,5 millions de dollars à l'exercice précédent. La diminution est attribuable à la baisse des charges de rémunération variables et au moment choisi pour engager les dépenses de publicité et de promotion.

En cumul annuel pour 2026, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 302,3 millions de dollars comparativement à 304,2 millions de dollars à l'exercice précédent. La diminution est attribuable à la baisse des charges de rémunération et des charges d'amortissement, annulée partiellement par la hausse des honoraires de consultation et de l'inflation.

Le bénéfice avant impôts sur le résultat pour le troisième trimestre de 2026 s'est élevé à 36,4 millions de dollars, comparativement à 35,0 millions de dollars à l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, compensés en partie par la hausse des coûts de restructuration.

En cumul annuel pour 2026, le bénéfice avant impôts sur le résultat était de 158,4 millions de dollars, comparativement à 113,4 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, ainsi qu'à la réduction des frais d'intérêts principalement attribuable à la baisse des niveaux d'endettement en raison de la scission des activités dans le secteur du porc au quatrième trimestre de 2025 et à la baisse des taux d'intérêt, en partie compensée par la hausse des gains sur la cession d'actifs au cours de l'exercice précédent et la hausse des coûts de restructuration pour l'exercice en cours.

Le bénéfice lié aux activités poursuivies du troisième trimestre de 2026 s'est élevé à 22,3 millions de dollars (bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies de 0,18 $) comparativement à 23,3 millions de dollars (bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies de 0,19 $) à l'exercice précédent. Le bénéfice lié aux activités poursuivies a subi l'incidence des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice avant impôt, en plus de l'augmentation de la charge fiscale en raison de l'augmentation du résultat avant impôts sur le résultat.

En cumul annuel pour 2026, le bénéfice lié aux activités poursuivies s'est élevé à 109,2 millions de dollars (résultat de base par action lié aux activités poursuivies de 0,88 $) comparativement à 78,4 millions de dollars (résultat de base par action liée aux activités poursuivies de 0,63 $) l'an dernier. Le bénéfice lié aux activités poursuivies a subi l'incidence des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice avant impôt, en plus de l'augmentation de la charge fiscale en raison de l'augmentation du résultat avant impôts sur le résultat.

Pour le troisième trimestre de 2026, le bénéfice était de 22,3 millions de dollars (bénéfice par action de base de 0,18 $) par rapport à 43,1 millions de dollars (bénéfice par action de base de 0,35 $) à l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable aux bénéfices non perçus des activités cédées du secteur du porc.

En cumul annuel pour 2026, le bénéfice s'est chiffré à 109,2 millions de dollars (bénéfice de 0,88 $ par action de base), comparativement à 150 4 millions de dollars (bénéfice de 1,21 $ par action de base) à l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable aux bénéfices non perçus des activités cédées du secteur du porc, compensée par la hausse du bénéfice tiré des activités poursuivies, en raison des facteurs mentionnés ci-dessus.

Le résultat d'exploitation ajusté[(ii)] pour le troisième trimestre de 2026 s'est établi à 80,8 millions de dollars, comparativement à 62,4 millions de dollars au dernier exercice. Le résultat de base ajusté par action[(ii)] du troisième trimestre de 2026 s'est établi à 0,36 $, par rapport à 0,21 $ à l'exercice précédent. L'augmentation s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, à l'exclusion de l'incidence des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises.

En cumul annuel, le résultat d'exploitation ajusté[(ii)] de 2026 s'est établi à 249,8 millions de dollars par rapport à 203,1 millions de dollars l'an dernier, et le résultat de base ajusté par action[(ii)] était de 1,13 $ par rapport à 0,77 $ l'an dernier. L'augmentation s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, à l'exclusion de l'incidence des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises.

Le BAIIA ajusté[(ii)] pour le troisième trimestre de 2026 était de 128,9 millions de dollars, comparativement à 111,7 millions de dollars l'an dernier, en raison des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, à l'exclusion de l'incidence des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises. La marge du BAIIA ajusté était de 12,5 %, comparativement à 11,1 % à l'exercice précédent, également en raison des facteurs susmentionnés.

En cumul annuel pour 2026, le BAAIA ajusté[(ii)] s'est établi à 388,4 millions de dollars, comparativement à 358,4 millions de dollars l'an dernier. L'augmentation s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, à l'exclusion de l'incidence des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises, partiellement compensée par la hausse des autres charges, attribuable en grande partie à la hausse des gains sur la cession d'actifs au cours de l'exercice précédent. La marge du BAIIA ajusté était de 12,9 %, comparativement à 12,3 % à l'exercice précédent, également en raison des facteurs susmentionnés.

Au troisième trimestre de 2026, le bénéfice avant impôts ajusté[(ii)] s'est établi à 62,8 millions de dollars, par rapport à 40,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés pour le BAIIA ajusté et lié à la baisse des frais d'intérêts.

En cumul annuel pour 2026, le bénéfice avant impôts ajusté[(ii)] s'est établi à 197,2 millions de dollars, par rapport à 135,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés pour le BAIIA ajusté et lié à la baisse des frais d'intérêts.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation du troisième trimestre de 2026 se sont élevés à 200,2 millions de dollars, comparativement à 72,4 millions de dollars à l'exercice précédent. Pour en savoir plus sur les variations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, consultez la rubrique 7. Flux de trésorerie et financement dans le rapport de gestion de la société pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 tel que déposé sur SEDAR+.

En cumul annuel pour 2026, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont élevés à 259,6 millions de dollars, comparativement à 321,9 millions de dollars l'an dernier. Pour en savoir plus sur les variations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, consultez la rubrique 7. Flux de trésorerie et financement dans le rapport de gestion de la société pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 tel que déposé sur SEDAR+.

Les flux de trésorerie disponibles[(ii)] pour le troisième trimestre de 2026 se sont chiffrés à 174,9 millions de dollars, comparativement à une rentrée de fonds de 46,2 millions de dollars à l'exercice précédent. En excluant l'incidence des activités abandonnées, qui avaient contribué à des entrées de fonds de 28,5 millions de dollars au cours de l'exercice précédent, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté en raison principalement du moment de l'investissement dans le fonds de roulement, et de la somme de 35,0 millions de dollars en comptes débiteurs supplémentaires vendus en vertu du programme élargi de titrisation des comptes débiteurs annulée partiellement par la hausse des paiements d'impôts sur le résultat et des dépenses en immobilisations d'entretien.

En cumul annuel pour 2026, les flux de trésorerie disponibles[(ii)] se sont traduits par une rentrée de fonds de 192,6 millions de dollars, comparativement à une rentrée de fonds de 248,6 millions de dollars à l'exercice précédent. SI l'on exclut l'incidence des activités abandonnées, qui avaient généré des entrées de fonds de 125,9 millions de dollars au cours de l'exercice précédent, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté en raison principalement du moment de l'investissement dans le fonds de roulement comparativement à l'exercice précédent, et de la somme de 35 millions de dollars en comptes débiteurs supplémentaires vendus en vertu du programme élargi de titrisation des comptes débiteurs, de la hausse annulée partiellement par la hausse des paiements d'impôts sur le résultat et des dépenses en immobilisations d'entretien, de l'augmentation des bénéfices nets des éléments hors trésorerie et de la baisse des paiements d'intérêts, compensée en partie par des paiements d'impôts sur le résultat et des dépenses en immobilisations d'entretien plus élevés.

Au 30 septembre 2026, la dette nette[(ii)] était de 940,3 millions de dollars, soit une diminution de 414,6 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois a diminué de 0,1 fois. Pour en savoir plus sur les variations de la dette nette, consultez la rubrique 7. Flux de trésorerie et financement dans le rapport de gestion de la société pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 tel que déposé sur SEDAR+.

(i) *La marge brute représente le profit brut divisé par les ventes.*

(ii) Se reporter à la section intitulée « Mesures financières *non conformes aux IFRS* » du présent communiqué pour obtenir la définition de ces mesures et ratios non conformes aux IFRS, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS.

Autres considérations

Le 3 novembre 2026, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,21 $ par action, soit 0,84 $ par action sur une base annuelle, payable le 31 décembre 2026, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 17 décembre 2026. Sauf indication contraire de la société au plus tard à la date de paiement du dividende, le dividende sera considéré comme admissible au crédit d'impôt pour dividendes amélioré. Le régime de réinvestissement de dividendes de la société permet aux actionnaires admissibles de demander que leurs dividendes en espèces soient réinvestis dans des actions ordinaires supplémentaires de la société. Pour les actionnaires qui souhaitent réinvestir leurs dividendes dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes, Les Aliments Maple Leaf a l'intention d'émettre des actions ordinaires en capital à un prix égal à 100 % du prix de clôture moyen pondéré des actions pour les cinq jours de bourse précédant la date de paiement du dividende. De plus amples renseignements, sur le régime de réinvestissement de dividendes, notamment sur la façon de s'inscrire au programme, sont disponibles à l'adresse https://www.mapleleaffoods.com.

Conférence téléphonique

Une conférence téléphonique aura lieu à 8 h, HE, le 4 novembre 2026, afin de passer en revue les résultats financiers du troisième trimestre des Aliments Maple Leaf. Pour y participer, veuillez composer le 1 416 945-7677 ou le 1 888 699-1199. Les personnes qui ne peuvent participer à la conférence pourront écouter un enregistrement qui sera disponible une heure après l'événement au 1 289 819-1450 ou au 1 888 660-6345 (code d'accès : 63604 #).

Une webdiffusion de la conférence téléphonique du troisième trimestre sera également disponible à : https://app.webinar.net/A7EVqR8jI1k.

Il est possible de consulter la version intégrale des états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités (« états financiers intermédiaires consolidés ») et du rapport de gestion connexe de la société sur son site Web et sur SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Un document à l'intention des investisseurs sur les résultats financiers du troisième trimestre de la société peut être consulté en ligne à l'adresse www.mapleleaffoods.com/investors.

Mesures financières non conformes aux IFRS

La société a recours aux mesures et ratios non conformes aux IFRS suivants : le résultat d'exploitation ajusté, le résultat ajusté et le résultat de base ajusté par action, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice avant impôts ajusté, les capitaux de construction, la dette nette, le coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois et les flux de trésorerie disponibles. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile aux investisseurs pour évaluer le rendement financier de la société pour les raisons mentionnées ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée aux termes des IFRS et, par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes, et elles ne doivent pas être considérées comme des substituts d'autres mesures financières établies conformément aux IFRS.

Résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté, marge du BAIIA ajusté et bénéfice avant impôts ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté sont des mesures et ratios non conformes aux IFRS utilisés par la direction pour évaluer le résultat d'exploitation financier. Le résultat d'exploitation ajusté est défini comme le résultat avant les autres produits, les frais d'intérêts et l'impôt ajusté pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et des éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes futures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. Le BAIIA ajusté est défini comme le résultat d'exploitation ajusté, majoré des amortissements des immobilisations incorporelles et des éléments inclus dans les autres charges qui sont tenus pour représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise. La marge du BAIIA ajusté est calculée en fonction du BAIIA ajusté divisé par les ventes. La société utilise le bénéfice avant impôts ajusté chaque année pour évaluer son rendement et il sert au calcul des primes dans le cadre de son régime de primes de rendement à court terme. Il s'agit du BAIIA ajusté plus les revenus d'intérêt, moins l'amortissement et la charge d'intérêts, et d'autres coûts de financement.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net avant impôts comme constaté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés intermédiaires avec le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté pour le trimestre et la période de neuf mois ayant pris fin le 30 septembre 2026, comme il est indiqué ci-dessous. La direction estime que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles pour évaluer le rendement des activités d'exploitation courantes de la société, ainsi que sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins.

	Trimestres clos le 30 septembre		**Périodes de neuf mois closes le 30 septembre**	
(En millions de dollars)[(i)] *(non audité)*	**2026**	2025	**2026**	2025
Résultat avant impôts sur le résultat	**36,4 $**	35,0 $	**158,4 $**	113,4 4
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	**20,0**	24,0	**53,4**	77,6
Autres charges	**2,5**	0,3	**8,0**	3,0
Frais de restructuration et autres frais connexes	**13,6**	2,0	**15,7**	6,2
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	**7,3**	—	**10,5**	—
Résultat d'exploitation	**79,8 $**	61,3 $	**246,1 $**	200,2 $
Coûts de démarrage des capitaux de construction[(ii)]	**—**	0,7	**—**	2,9
Diminution (augmentation) des contrats de dérivés	**1,0**	0,4	**3,7**	—
Résultat d'exploitation ajusté	**80,8 $**	62,4 $	**249,8 $**	203,1 4 $
Amortissement[(iii)]	**47,4**	48,6	**140,5**	147,9
Éléments inclus dans les autres produits (charges) qui sont tenus pour représentatifs des activités courantes[(iv)]	**0,8**	0,7	**(1,9)**	7,4
BAIIA ajusté	**128,9 $**	111,7 $	**388,4 $**	358,4 $
Marge du BAIIA ajusté	**12,5 %**	11,1 %	**12,9 %**	12,3 %
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	**(20,0)**	(24,0)	**(53,4)**	(77,6)
Revenus d'intérêts	**1,2**	0,8	**2,8**	2,1
Amortissement	**(47,4)**	(48,6)	**(140,5)**	(147,9)
Bénéfice avant impôts ajusté	**62,8 $**	40,0 $	**197,2 $**	135,0 $

(i) Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.

(ii) Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double, y compris la charge d'amortissement, et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production.

(iii) La charge d'amortissement incluse dans les coûts de démarrage et de restructuration et les autres coûts connexes est exclue de ce poste.

(iv) Comprend principalement certains coûts liés aux projets durables, les gains et les pertes sur la dépréciation et la vente d'actifs à long terme et le recouvrement des coûts des services d'information, et d'autres charges diverses.

Résultat ajusté et résultat de base ajusté par action

Le résultat ajusté et le résultat de base ajusté par action, mesures non conformes aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer le résultat d'exploitation financier. Ces mesures sont définies comme le bénéfice et le bénéfice par action de base ajustés de la même manière que le résultat d'exploitation ajusté en plus des éléments des autres produits qui sont représentatifs des activités courantes, tous assujettis à l'impôt. Le tableau suivant montre un rapprochement entre le bénéfice et le bénéfice par action de base présenté aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés et le résultat ajusté et le résultat ajusté par action pour le trimestre et la période de neuf mois ayant pris fin le 30 septembre 2026, comme il est indiqué ci-après. La direction est d'avis qu'il s'agit de la mesure la plus appropriée pour évaluer les résultats financiers, étant donné qu'elle est représentative des activités courantes de la société.

	Trimestre clos le 30 septembre 2026		Trimestre clos le 30 septembre 2025	
(non audité)[(i)]	**En milliers de dollars**	**Par action**	En milliers de dollars	Par action
Bénéfice tiré des activités poursuivies	**22 327 $**	**0,18 $**	23 337 $	0,19 $
Frais de restructuration et autres frais connexes[(ii)]	**12 016**	**0,10**	1 449	0,01
Éléments inclus dans les autres charges qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités courantes[(iii)]	**3 427**	**0,03**	1 189	0,01
Coûts de démarrage des capitaux de construction[(iv)]	**—**	**—**	535	—
Variation de la juste valeur latente sur les contrats de dérivés	**721**	**0,01**	240	—
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	**6 415**	**0,05**	—	—
Bénéfice ajusté	**44 906 $**	**0,36 $**	26 750 $	0,21 $

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2026		Période de neuf mois close le 30 septembre 2025	
(non audité)[(i)]	**En milliers de dollars**	**Par action**	En milliers de dollars	Par action
Bénéfice tiré des activités poursuivies	**109 193 $**	**0,88 $**	78 356 $	0,63 $
Frais de restructuration et autres frais connexes[(ii)]	**13 562**	**0,11**	4 620	0,04
Éléments inclus dans les autres charges qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités courantes[(iii)]	**6 730**	**0,05**	9 808	0,08
Coûts de démarrage des capitaux de construction[(iv)]	**—**	**—**	2 163	0,02
Variation de la juste valeur latente sur les contrats de dérivés	**2 795**	**0,02**	(60)	—
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	**8 591**	**0,07**	—	—
Bénéfice ajusté	**140 871 $**	**1,13 $**	94 887 $	0,77 $

(i) *Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.*

(ii) *Comprend l'incidence des frais de restructuration et autres frais connexes, après impôt.*

(iii) *Comprend principalement les coûts d'inoccupation liés aux immeubles de placement, les coûts de la transaction de scission et les coûts associés à l'initiative Alimentons la croissance, après impôt.*

(iv) *Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production, après impôts.*

Dette nette

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette nette et du coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois avec les montants présentés aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés de la société au 30 septembre, comme il est indiqué ci-après. La société établit la dette nette en prenant en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et en déduisant la dette actuelle et à long terme et la dette bancaire, et établit le coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois comme la valeur absolue de la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. La direction est d'avis que cette mesure est utile pour l'évaluation du montant de levier financier utilisé.

(en milliers de dollars) *(non audité)*	**Au 30 septembre**	
	2026	2025
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**196 789 $**	187 472 $
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	**(1 791) $**	(351 863) $
Dette à long terme	**(1 135 296)**	(1 190 486)
Total de la dette	**(1 137 087) $**	(1 542 349) $
Dette nette	**(940 298) $**	(1 354 877) $
BAIIA ajusté des douze derniers mois[(i)]	**505 725 $**	674 415 $
Dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois	**1,9**	2,0

(i) *Pour 2026, les douze derniers mois comprennent le troisième trimestre de 2026, le deuxième trimestre de 2026, le premier trimestre de 2026 et le quatrième trimestre de 2025. L'exercice 2025 inclut les résultats du troisième trimestre de 2025 pour l'ensemble de la société ainsi que ceux des premier et deuxième trimestres de 2025 et du quatrième trimestre de 2024, tels qu'ils ont été initialement présentés. Le BAIIA ajusté pour l'ensemble de la société comprend les activités du secteur du porc comme si elles avaient été consolidées.*

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer la trésorerie après investissement dans l'entretien de la base d'actifs de la société. Ils correspondent aux flux de trésorerie d'exploitation, moins l'investissement dans l'entretien[(i)] et les intérêts connexes payés et capitalisés. Le tableau suivant calcule les flux de trésorerie disponibles pour les périodes indiquées ci-dessous :

(en milliers de dollars) *(non audité)*	**Trimestres clos le 30 septembre**		**Périodes de neuf mois closes le 30 septembre**	
	2026	2025	**2026**	2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**200 227 $**	72 380 $	**259 626 $**	321 850 $
Capital nécessaire à l'entretien[(i)]	**(24 892)**	(26 091)	**(65 672)**	(72 607)
Intérêts payés et capitalisés liés au capital nécessaire à l'entretien	**(452)**	(127)	**(1 325)**	(682)
Flux de trésorerie disponibles	**174 883 $**	46 162 $	**192 629 $**	248 561 $

(i) *L'investissement dans l'entretien est défini comme un investissement non discrétionnaire nécessaire pour maintenir les activités actuelles de la société et sa position concurrentielle. Pour le trimestre et la période de neuf mois ayant pris fin le 30 septembre 2026, les dépenses en immobilisations totales de 29,9 millions de dollars et de 73,6 millions de dollars (27,6 millions de dollars et 76,9 millions de dollars en 2025) constatées dans les états consolidés intermédiaires des flux de trésorerie se composent de l'investissement dans l'entretien de 24,9millions de dollars et de 65,7 millions de dollars (26,1 millions de dollars et 72,6 millions de dollars, un capital de croissance de 5,0 millions de dollars et de 7,9 millions de dollars (1,5 million de dollars et 4,3 millions de dollars en 2025). Le capital de croissance est défini comme les investissements discrétionnaires destinés à créer de la valeur pour les intervenants au moyen d'initiatives qui, par exemple, augmentent les marges, accroissent les capacités ou créent un avantage concurrentiel supplémentaire.*

Énoncés prospectifs

Le présent document et les communications publiques, orales ou écrites, de la société contiennent souvent des « énoncés prospectifs », selon la définition qu'en donne la loi sur les valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés sur les attentes actuelles, les estimations, les projections, les croyances, les jugements et les hypothèses fondés sur l'information disponible au moment où l'énoncé prospectif a été formulé et fait à la lumière de l'expérience de la société et de sa perception des tendances historiques. Ces énoncés comprennent, sans s'y limiter, des énoncés sur les objectifs et les buts de la société ainsi que des énoncés liés aux opinions, plans, cibles, buts, objectifs, attentes, anticipations, estimations et intentions de la société. Les énoncés prospectifs se reconnaissent souvent, mais pas toujours, à l'emploi d'expressions comme « anticiper », « poursuivre », « estimer », « s'attendre », « peut », « fera », « projeter », « devrait », « pourrait », « croire », « planifier », « avoir l'intention de », « concevoir », « cibler », « entreprendre », « voir », « indiquer », « maintenir », « explorer », « entraîner », « échéancier », « objectif », « stratégie », « probable », « potentiel », « perspectives », « viser », « proposer », « but », ou des variations positives ou négatives de ces expressions, et des expressions similaires suggérant des événements futurs ou des performances futures. Ces énoncés ne constituent pas des garanties au sujet du rendement futur et concernent des hypothèses, des risques et des incertitudes difficiles à prévoir.

De par leur nature, ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou faits réels divergent substantiellement de ceux qui avaient été prévus. La société croit que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, mais que rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes.

L'information prospective spécifique contenue dans le présent document peut comprendre, sans s'y limiter, des énoncés concernant ce qui suit :

- le rendement opérationnel et financier prévu des activités de la Société dans le secteur de la volaille et des aliments préparés à la suite de la scission de ses activités dans le secteur du porc (la « scission »), y compris la structure des entreprises après la séparation, les processus et la dynamique des activités après la séparation; la mise en œuvre des accords relatifs à la transaction entre la Société et Canada Packers Inc. (« Canada Packers »);
- l'importance de la dépendance à l'égard de Canada Packers en tant que principal fournisseur de porc pour ses activités du secteur des aliments préparés;
- la capacité de la société à réaliser les avantages et les gains d'efficacité prévus de la scission;
- la capacité de la société à gérer une concentration commerciale accrue et une diversification réduite;
- le calendrier et l'incidence des initiatives de restructuration opérationnelle et de réduction des coûts;
- la capacité de la société à adopter une approche de répartition du capital stratégique et rigoureuse tout en favorisant une croissance moyenne à un chiffre des revenus, et l'expansion continue de la marge du BAIIA ajusté;
- les perspectives révisées de l'exercice 2026 de la société, y compris les perspectives prévues concernant les revenus, le BAIIA ajusté, le bilan, la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois, ses investissements en immobilisations et la croissance des dividendes, ainsi que les facteurs qui en découlent;
- les objectifs financiers de la société pour 2030, y compris ses perspectives en matière de revenus, le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie disponibles, le bilan de la société et les rendements pour les actionnaires;
- le rendement futur, y compris les objectifs financiers futurs, les buts et les cibles, l'analyse de la croissance des catégories, les dépenses en immobilisations prévues et les dépenses prévues en matière de frais de vente et charges générales et administratives, les marchés du travail, les pressions inflationnistes (y compris la capacité de la société à établir un prix en fonction de l'inflation);
- l'exécution de la stratégie commerciale de la société, y compris le développement et le calendrier prévu des initiatives commerciales, l'expansion et le repositionnement de la marque, l'innovation, le rendement de la catégorie, les décisions d'affectation des capitaux (y compris l'investissement dans des rachats d'actions en vertu de l'OPRCNA ou d'autres remboursements de capital) et l'investissement dans des occasions de croissance et les rendements attendus qui y sont associés;
- les conditions concurrentielles et la capacité de la société de se positionner de façon concurrentielle sur les marchés où elle est en concurrence;
- les projets d'immobilisations potentiels, y compris la planification, la construction, les dépenses estimatives, les échéanciers, les approbations et les avantages prévus;

- la politique de dividendes de la société, y compris les niveaux futurs et la viabilité des dividendes en espèces, le traitement fiscal de ces derniers et les dates futures de versement des dividendes.

Divers facteurs ou hypothèses sont habituellement appliqués par la société pour tirer des conclusions ou pour établir les prévisions, les projections, les prédictions ou les estimations formulées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs et hypothèses sont fondés sur les renseignements dont dispose actuellement la société, y compris les renseignements obtenus de sources tierces, et comprennent, sans s'y limiter :

- les avantages et les incidences de la scission, y compris les risques, les coûts, les dissynergies et les conséquences fiscales prévues;
- les attentes, les hypothèses et la conformité des Aliments Maple Leaf, de Canada Packers et des « actionnaires déterminés », tels que définis dans la Loi de l'impôt sur le revenu (« LIR »), aux règles relatives aux transactions papillon en vertu de la LIR avant la scission et après sa conclusion;
- la capacité de Canada Packers à répondre aux besoins en porc de la société pour ses activités du secteur des aliments préparés, y compris du porc qui répond aux exigences et aux revendications de la société en matière de développement durable;
- les attentes concernant les adaptations des opérations, de la chaîne d'approvisionnement, du comportement des clients et des consommateurs, des tendances économiques, les taux de change, les tarifs douaniers et d'autres dynamiques du commerce international; l'accès aux capitaux et les changements structurels éventuels dans les tendances économiques mondiales;
- l'environnement concurrentiel, les conditions connexes du marché (y compris les droits de douane) et les mesures de la part de marché, la croissance ou la contraction d'une catégorie, le comportement attendu des concurrents et des clients et les tendances des préférences des consommateurs;
- le succès de la stratégie commerciale de la société et la relation entre l'établissement des prix, l'inflation, le volume et les ventes des produits de la société;
- les répercussions des tarifs douaniers, des taux d'intérêt, des taux d'imposition et des taux de change sur les prix courants des produits de base;
- la dynamique sociopolitique et la capacité de la société à accéder aux marchés et aux ingrédients sources et autres intrants à la lumière des perturbations sociopolitiques mondiales, ainsi que l'incidence des conflits mondiaux sur l'inflation, le commerce et les marchés;
- l'ampleur des éclosions potentielles ou de la propagation des maladies animales et ses implications pour tous les marchés des produits protéinés;
- la disponibilité et l'accès aux capitaux pour financer les besoins futurs en immobilisations et les activités courantes;
- les attentes concernant la participation aux régimes de retraite de la société et leur financement;
- la disponibilité d'une couverture d'assurance pour gérer certaines expositions au risque de responsabilité;
- l'étendue des passifs et des recouvrements futurs liés aux revendications juridiques;
- les lois réglementaires, fiscales et environnementales en vigueur;
- les coûts d'exploitation et le rendement futurs, y compris la capacité de la société de réaliser des économies d'exploitation et de maintenir des volumes de ventes élevés, un roulement élevé des stocks et un roulement élevé des comptes débiteurs.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats exprimés, implicites ou projetés dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, entre autres, les risques associés aux éléments suivants :

- la transaction de scission qui ne génère pas les avantages stratégiques et financiers prévus à long terme pour la société, ainsi que la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non et le moment où ces avantages seront réalisés, y compris les répercussions sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la société;
- l'exposition continue aux risques associés aux activités dans le secteur du porc et l'incapacité de Canada Packers à fournir à la société un volume suffisant de porc pour soutenir ses activités du secteur des viandes préparées, en particulier du porc qui répond à ses exigences en matière de développement durable et ses revendications concernant ses produits;

- le non-respect par la société, Canada Packers ou un « actionnaire déterminé », tel que défini dans la Loi de l'impôt sur le revenu, des règles relatives aux transactions papillon en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, ce qui pourrait faire en sorte qu'un impôt important soit exigible pour la société;
- les changements structurels possibles dans les marchés mondiaux et les conditions économiques qui pourraient avoir des répercussions sur l'exploitation et le rendement financier de la société, ainsi que les répercussions permanentes sur les tendances macroéconomiques, l'instabilité commerciale et les tensions mondiales;
- les tendances macroéconomiques, y compris l'inflation, le comportement des consommateurs, les indicateurs de récession, la disponibilité de la main-d'œuvre, la dynamique du marché du travail et les tendances du commerce international, y compris les tarifs et droits de douane et les marchés mondiaux du porc;
- l'évolution du commerce international et l'accès aux marchés et aux approvisionnements, ainsi que les dynamiques sociales, politiques et économiques, y compris les conflits à l'échelle mondiale;
- la concurrence, les conditions du marché et les activités des concurrents et de la clientèle, y compris l'expansion ou la contraction de catégories clés, les pressions inflationnistes et la capacité de la société à négocier un prix avantageux et à suivre l'évolution des tendances du marché;
- le prix des produits;
- la cybersécurité, la maintenance et l'exploitation des systèmes d'information, des politiques, des processus et des données de la société, la récupération, le rétablissement et les répercussions à long terme de tout événement de cybersécurité, le risque d'événements de cybersécurité futurs, les actions de tiers, les risques de violation des données, l'efficacité du plan de continuité des activités et de son exécution, et la disponibilité de l'assurance;
- l'instabilité géopolitique;
- l'incapacité de la société à adapter ses activités avec succès et efficacement pour tenir compte de la production consolidée;
- les résultats de l'exécution des plans d'affaires de la société, la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non, et le moment où ces avantages sont réalisés, y compris les répercussions sur les flux de trésorerie;
- la santé du bétail, y compris l'incidence de pandémies potentielles;
- la gestion réussie de la chaîne d'approvisionnement de la société;
- les économies et les gains d'efficience;
- le rendement d'exploitation, y compris les niveaux d'exploitation de fabrication, les taux d'exécution des commandes et les pénalités;
- la disponibilité et la qualité des ingrédients, y compris les ingrédients de protéines végétales;
- la disponibilité et l'accès au capital, et la conformité aux clauses restrictives des facilités de crédit;
- les fluctuations des marchés de la dette et des actions;
- la salubrité des aliments, la responsabilité des consommateurs et les rappels de produits;
- la réputation et l'opinion publique;
- la propriété intellectuelle, y compris l'innovation de produits, le développement de produits, la stratégie de la marque et la protection des marques de commerce;
- l'exécution de projets d'immobilisations et les investissements dans l'entretien;
- le changement climatique, la réglementation sur le climat et le rendement de la société en matière de développement durable;
- la gestion stratégique des risques;
- la décision à l'égard de tout remboursement de capital aux actionnaires;
- la volatilité du cours des actions;
- les acquisitions et les cessions;
- les actifs et passifs des régimes de retraite;

- l’efficacité des stratégies de couverture des produits de base et des taux d’intérêt;
- l’incidence des variations de la valeur de marché des instruments de couverture;
- le système de gestion de l’approvisionnement pour la volaille au Canada;
- les réclamations juridiques réelles et envisagées;
- le recours à des fabricants à façon;
- la conformité à la réglementation gouvernementale et l’adaptation aux changements législatifs;
- les fluctuations des taux d’intérêt et des taux de change;
- l’incidence des tendances et des changements dans les goûts des consommateurs et leurs habitudes d’achat;
- les règlements environnementaux et les passifs environnementaux éventuels entraînés par ceux-ci;
- la consolidation du commerce de détail;
- la consolidation des opérations et l’accent mis sur les protéines;
- le caractère saisonnier et les changements apportés aux activités promotionnelles;
- les événements catastrophiques imprévisibles;
- les conditions météorologiques;
- les questions d’emploi, y compris le respect des lois en vigueur dans le cadre du droit du travail dans de nombreux territoires de compétence, les risques liés à d’éventuels arrêts de travail en raison du non-renouvellement de conventions collectives, au recrutement et au maintien en poste de personnel qualifié et au fait de se fier au personnel clé et à la planification de la relève;
- la santé et sécurité au travail;
- l’incidence des modifications apportées aux Normes internationales d’informations financières (« IFRS ») et à d’autres normes comptables que la société doit respecter à des fins de réglementation.

Les lecteurs sont également prévenus que certains des renseignements prospectifs, tels que les énoncés concernant les dépenses en immobilisations futures, les attentes relatives à la croissance des revenus, les attentes relatives au BAIIA ajusté, l’augmentation de la marge du BAIIA ajusté la répartition du capital allocation, les attentes relatives aux flux de trésorerie disponibles, les attentes concernant le bilan de la société et les rendements pour les actionnaires ainsi que les ratios de levier prévus; et la capacité de la société à atteindre ses objectifs financiers ou à concrétiser ses prévisions peuvent être considérés comme des perspectives financières aux fins de la législation sur les valeurs mobilières applicable. La société présente ses perspectives financières pour évaluer les bénéfices futurs potentiels et les utilisations futures prévues des flux de trésorerie, et pourraient ne pas convenir à d’autres fins. Les lecteurs ne doivent pas présumer que les perspectives financières de la société seront réalisées.

De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement, les réalisations ou les événements ou développements futurs de la société diffèrent sensiblement de ceux exprimés ou sous-entendus par les énoncés prospectifs aux présentes, y compris, sans s’y limiter, les facteurs qui se trouvent dans la rubrique intitulée « Facteurs de risque » présentée dans le rapport de gestion annuel de la société pour l’exercice clos le 31 décembre 2025. Il y aurait lieu de se reporter à cette rubrique pour plus de précisions. D’autres renseignements concernant la société, y compris la notice annuelle de la société pour l’exercice clos le 31 décembre 2025, sont accessibles dans le profil de la société dans SEDAR+ à l’adresse www.sedarplus.ca.

La société tient à avertir le lecteur que la liste de facteurs de risque et d’incertitude qui précède n’est pas exhaustive et que d’autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses résultats. La société exerce ses activités dans un environnement hautement concurrentiel et en évolution rapide où de nouveaux risques émergent souvent. Il n’est pas possible pour la direction de prévoir tous les risques ni d’évaluer l’incidence de tous les facteurs de risque sur les activités de la société ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs peut faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés aux présentes. Il y a lieu d’examiner attentivement les risques, incertitudes et hypothèses lors de l’évaluation des informations prospectives et de ne pas se fier indûment à ces déclarations. Les renseignements prospectifs contenus dans le présent document représentent les attentes de la direction à la date du présent document (ou à la date indiquée de leur formulation) et, par conséquent, peuvent être modifiés après cette date. Aliments Maple Leafs décline toute intention ou responsabilité de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, orale ou écrite, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d’événements futurs ou autrement, à moins que les lois applicables l’exigent.

À propos des Aliments Maple Leaf Inc.

Les Aliments Maple Leaf (TSX : MFI) est une entreprise spécialisée dans les produits de consommation emballés qui est portée par une mission et axée sur les protéines, dont le siège social se trouve à Mississauga, Ontario. Elle produit fièrement des aliments délicieux et fabriqués de manière responsable sous des marques phares telles que Maple Leaf®, Prime de Maple Leaf®, Natural Selections® Maple Leaf, Maple Leaf Mighty Protein™, Musafir™, Schneiders®, Mina®, Halal, Greenfield Natural Meat Co.®, LightLife® et Field Roast™ et Yves Veggie Cuisine®. S'étant engagée à rehausser le mérite des aliments et à offrir aux clients des produits protéinés avec détermination, les Aliments Maple Leaf offre une valeur partagée à tous ses intervenants en montrant l'exemple en matière de sécurité, de salubrité et de durabilité, en élaborant des marques aimées, en exploitant avec excellence, en mettant en valeur des talents prodigieux et en élargissant son rayonnement au moyen d'innovation et de portée géographique.

Bilans intermédiaires consolidés

(en milliers de dollars canadiens) *(non audité)*	**Au 30 septembre 2026**	Au 30 septembre 2025	Au 31 décembre 2025
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**196 789 $**	187 472 $	143 409 $
Comptes débiteurs	**133 244**	127 286	139 075
Billets à recevoir	**62 725**	47 088	62 116
Stocks	**518 417**	512 095	472 296
Actifs biologiques	**11 937**	11 195	10 921
Impôt sur le résultat et autres impôts à recouvrer	**510**	2 474	2 604
Charges payées d'avance et autres actifs	**31 575**	23 966	24 386
Actifs du groupe destiné à être cédé aux fins de distribution	**—**	877 841	**—**
Total des actifs courants	**955 197 $**	1 789 417 $	854 807 $
Immobilisations corporelles	**1 664 239**	1 718 817	1 716 370
Actifs au titre du droit d'utilisation	**64 204**	74 556	71 182
Placements	**109 928**	8 308	121 830
Immeubles de placement	**55 196**	56 588	55 656
Avantages du personnel	**64 600**	24 200	50 576
Autres actifs à long terme	**18 172**	19 054	8 132
Actif d'impôt différé	**37 650**	45 193	36 117
Goodwill	**387 353**	387 353	387 353
Immobilisations incorporelles	**237 939**	324 649	239 907
Total des actifs à long terme	**2 639 281 $**	2 658 718 $	2 687 123 $
Total de l'actif	**3 594 478 $**	4 448 135 $	3 541 930 $
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Créditeurs et charges à payer	**557 809 $**	507 105 $	514 585 $
Partie courante des provisions	**9 712**	6 807	10 364
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	**1 791**	351 863	2 096
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins d'un an	**17 863**	18 521	18 457
Impôt sur le résultat exigible	**73 119**	79 542	92 314
Autres passifs courants	**18 326**	22 110	23 526
Passifs du groupe destiné à être cédé aux fins de distribution	**—**	234 531	**—**
Total des passifs courants	**678 620 $**	1 220 479 $	661 342 $
Dette à long terme	**1 135 296**	1 190 486	1 136 493
Obligations au titre de contrats de location	**68 130**	78 753	75 464
Avantages du personnel	**54 323**	60 586	56 106
Provisions	**10 563**	2 599	2 719
Autres passifs à long terme	**2 222**	5 484	4 589
Passif d'impôt différé	**284 778**	256 093	284 223
Total des passifs à long terme	**1 555 312 $**	1 594 001 $	1 559 594 $
Total du passif	**2 233 932 $**	2 814 480 $	2 220 936 $
Capitaux propres			
Capital social	**943 508 $**	930 513 $	930 411 $
Bénéfices non distribués	**368 017**	651 159	343 108
Surplus d'apport	**—**	15 839	11 950
Cumul des autres éléments du résultat global	**53 021**	37 842	40 964
Cumul des autres éléments du résultat global associés au groupe destiné à être cédé aux fins de distribution	**—**	(1 066)	**—**
Actions de trésorerie	**(4 000)**	(632)	(5 439)
Total des capitaux propres	**1 360 546 $**	1 633 655 $	1 320 994 $
Total du passif et des capitaux propres	**3 594 478 $**	4 448 135 $	3 541 930 $

États consolidés intermédiaires du résultat net

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données liées aux actions) *(non audité)*	**Trimestres clos les 30 septembre**		**Périodes de neuf mois closes les 30 septembre**	
	2026	2025	**2026**	2025
Ventes	**1 034 703 $**	1 010 514 $	**3 017 698 $**	2 921 423 $
Coût des marchandises vendues	**858 873**	847 747	**2 469 288**	2 417 072
Profit brut	**175 830 $**	162 767 $	**548 410 $**	504 351 $
Frais de vente et charges générales et administratives	**95 983**	101 450	**302 347**	304 158
Bénéfice avant ce qui suit :	**79 847 $**	61 317 $	**246 063 $**	200 193 $
Frais de restructuration et autres frais connexes	**13 583**	2 002	**15 655**	6 210
Autres charges	**2 537**	316	**8 048**	2 968
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	**7 316**	—	**10 491**	—
Bénéfice avant intérêts et impôt sur le résultat	**56 411 $**	58 999 $	**211 869 $**	191 015 $
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	**19 975**	23 994	**53 439**	77 581
Résultat net avant impôts	**36 436 $**	35 005 $	**158 430 $**	113 434 $
Charge d'impôt sur le résultat	**14 109**	11 668	**49 237**	35 078
Bénéfice tiré des activités poursuivies	**22 327 $**	23 337 $	**109 193 $**	78 356 $
Bénéfice lié aux activités abandonnées	**—**	19 719	**—**	72 040
Bénéfice	**22 327 $**	43 056 $	**109 193 $**	150 396 $
Bénéfice par action attribuable aux actionnaires ordinaires :				
Bénéfice de base par action	**0,18 $**	0,35 $	**0,88 $**	1,21 $
Bénéfice dilué par action	**0,17 $**	0,34 $	**0,86 $**	1,19 $
Bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies	**0,18 $**	0,19 $	**0,88 $**	0,63 $
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies	**0,17 $**	0,18 $	**0,86 $**	0,62 $
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions)				
De base	**124,5**	124,4	**124,4**	124,0
Dilué	**127,8**	126,6	**127,7**	126,2

États intermédiaires consolidés des autres éléments du résultat global

(en milliers de dollars canadiens) *(non audité)*	**Trimestres clos les 30 septembre**		**Périodes de neuf mois closes les 30 septembre**	
	2026	2025	**2026**	2025
Bénéfice	**22 327 $**	43 056 $	109 193 $	150 396 $
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)				
Gains actuariels qui ne seront pas reclassés dans le résultat net (après impôt de 1,1 million de dollars et 5,7 millions de dollars; 2,6 millions de dollars et 1,5 million de dollars en 2025)	**3 208 $**	7 189 $	**16 876 $**	3 870 $
Part des autres éléments du résultat global des entreprises associées (déduction faite de l'impôt de 0,2 million de dollars et de 0,5 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2025)	**616**	—	**1 478**	—
Total des éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net	**3 824 $**	7 189 $	**18 354 $**	3 870 $
Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net :				
Variation de la juste valeur des investissements (après impôt de 0,0 million de dollars et de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2025)	**— $**	(3 371) $	— $	(3 371) $
Variation de l'écart de conversion cumulé (après l'impôt de 0,0 million de dollars et de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2025)	**(732)**	8 000	**8 792**	(12 975)
Variation du change sur la dette à long terme désigné comme couverture d'investissement net (après impôt de 0,1 million de dollars et 1,2 million de dollars; 1,1 million de dollars et 1,8 million de dollars en 2025)	**612**	(5 929)	**(6 925)**	9 414
Variation des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 3,4 millions de dollars et 3,5 millions de dollars; 0,2 million de dollars et 0,7 million de dollars en 2025)	**9 906**	(477)	**10 270**	(1 874)
Part des autres éléments du résultat global des entreprises associées (déduction faite de l'impôt de 0,2 million de dollars et de 0,1 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2025)	**551**	—	**227**	—
Total des éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net	**10 337 $**	(1 777) $	**12 364 $**	(8 806) $
Autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies	**14 161 $**	5 412 $	**30 718 $**	(4 936) $
Autres éléments du résultat global liés aux activités abandonnées[(i)] (après impôt de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars; 0,3 million de dollars et 0,1 million de dollars en 2025)	**—**	(1 049)	**—**	629
Total des autres éléments du résultat global	**14 161 $**	4 363 $	**30 718 $**	(4 307) $
Résultat global	**36 488 $**	47 419 $	**139 911 $**	146 089 $

États intermédiaires consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens) *(non audité)*	Capital social	Bénéfices non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global					Total des capitaux propres
				Ajustement pour écart de conversion[i]	Profit et perte latent(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie[i]	Profits (pertes) latent(e)s sur la juste valeur des investissements[i]	Excédent de réévaluation	Actions de trésorerie	
Solde au 31 décembre 2025	**930 411 $**	**343 108**	**11 950**	**11 515**	**(1 149)**	**(10 012)**	**40 610**	**(5 439)**	**1 320 994 $**
Bénéfice	**—**	**109 193**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**109 193**
Autres éléments du résultat global[ii]	**—**	**18 354**	**—**	**1 892**	**10 472**	**—**	**—**	**—**	**30 718**
Dividendes déclarés (0,63 $ par action)	**6 505**	**(78 963)**	**533**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(71 925)**
Charge de rémunération fondée sur des actions	**—**	**—**	**16 325**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**16 325**
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	**—**	**—**	**2 150**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**2 150**
Exercice d'options sur actions	**17 140**	**(2 297)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**14 843**
Achat d'actions par la fiducie responsable des unités d'actions	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(8 336)**	**(8 336)**
Vente d'actifs immobiliers	**—**	**307**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(307)**	**—**	**—**
Actions rachetées	**(10 548)**	**(18 379)**	**(11 435)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(40 362)**
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	**—**	**(3 306)**	**(19 523)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**9 775**	**(13 054)**
Solde au 30 septembre 2026	**943 508 $**	**368 017**	**—**	**13 407**	**9 323**	**(10 012)**	**40 303**	**(4 000)**	**1 360 546 $**

(en milliers de dollars canadiens) *(non audité)*	Capital social	Bénéfices non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global					Actions propres	Total des capitaux propres
				Ajustement pour écart de conversion[i]	Profit et perte latent(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie[i]	Profits (pertes) latent(e)s sur la juste valeur des investissements[i]	Excédent de réévaluation	Cumul des autres éléments du résultat global associés au groupe destiné à être cédé aux fins de distribution		
Solde au 31 décembre 2024	897 839 $	587 393	12 482	14 545	(1 257)	(6 641)	37 347	—	(3 431)	1 538 277 $
Bénéfice	—	150 396	—	—	—	—	—	—	—	150 396
Autres éléments du résultat global[ii]	—	2 911	—	(3 056)	(791)	(3 371)	—	—	—	(4 307)
Dividendes déclarés (0,72 $ par action)	8 263	(89 541)	—	—	—	—	—	—	—	(81 278)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	18 204	—	—	—	—	—	—	18 204
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	6 275	—	—	—	—	—	—	6 275
Exercice d'options sur actions	26 239	—	—	—	—	—	—	—	—	26 239
Actions rachetées	(1 828)	—	(7 108)	—	—	—	—	—	—	(8 936)
Achat d'actions par la fiducie responsable des unités d'actions	—	—	—	—	—	—	—	—	(4 094)	(4 094)
Reclassification du cumul des autres éléments du résultat global associés au groupe destiné à être cédé aux fins de distribution	—	—	—	956	110	—	—	(1 066)	—	—
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	—	—	(14 014)	—	—	—	—	—	6 893	(7 121)
Solde au 30 septembre 2025	930 513 $	651 159	15 839	12 445	(1 938)	(10 012)	37 347	(1 066)	(632)	1 633 655 $

[i] *Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net.*

[ii] *La variation des gains et pertes actuariels qui ne sera pas reclassée dans le résultat net et qui a été reclassée dans les résultats non distribués est incluse dans les autres éléments du résultat global.*

États intermédiaires consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens) *(non audité)*	**Trimestres clos les 30 septembre**		**Périodes de neuf mois closes les 30 septembre**	
	2026	2025	**2026**	2025
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice	**22 327 $**	43 056 $	**109 193 $**	150 396 $
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie :				
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	**—**	4 884	**—**	(3 440)
Amortissement	**47 351**	60 982	**140 511**	186 739
Rémunération fondée sur des actions	**5 114**	5 798	**16 325**	18 204
Charge d'impôt différé (recouvrement)	**1 341**	(27 914)	**(5 609)**	(39 868)
Charge d'impôt	**12 768**	49 228	**54 846**	105 449
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	**19 975**	24 996	**53 439**	80 876
Perte (profit) sur la vente d'actifs à long terme	**(519)**	(527)	**1 255**	(11 136)
Dépréciation (reprise) des immobilisations corporelles et des actifs au titre du droit d'utilisation	**(461)**	—	**928**	2 157
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés non désignés	**839**	(3 341)	**(5 364)**	(2 963)
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	**7 316**	—	**10 491**	—
Variation du passif au titre des régimes de retraite	**5 025**	735	**6 769**	2 687
Impôt sur le résultat payé, montant net	**(18 163)**	(4 891)	**(71 621)**	(6 485)
Intérêts payés, après les intérêts capitalisés	**(19 332)**	(24 658)	**(51 352)**	(79 358)
Variation de la provision pour frais de restructuration et autres frais connexes	**11 581**	(2 895)	**7 117**	(8 946)
Variation de la marge des dérivés	**553**	(386)	**(5 041)**	1 653
Autre	**(1 111)**	10 292	**7 601**	(8 111)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	**105 623**	(62 979)	**(9 862)**	(66 004)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**200 227 $**	72 380 $	**259 626 $**	321 850 $
Activités d'investissement				
Entrées d'actifs à long terme	**(29 915) $**	(27 568) $	**(73 550) $**	(76 853) $
Intérêts payés et capitalisés	**(503)**	(146)	**(1 444)**	(729)
Produit de la vente d'actifs à long terme	**2 127**	1 250	**2 644**	16 004
Dividendes de l'entreprise associée	**—**	—	**2 188**	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**(28 291) $**	(26 464) $	**(70 162) $**	(61 578) $
Activités de financement				
Dividendes versés	**(24 038) $**	(27 397) $	**(71 925) $**	(81 278) $
Diminution nette de la dette à long terme	**(100 243)**	(50 286)	**(19 902)**	(130 333)
Paiement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	**(3 820)**	(8 690)	**(11 260)**	(24 873)
Réception d'un incitatif à la location	**—**	—	**1 326**	—
Exercice d'options sur actions	**125**	25 705	**14 843**	26 239
Achat d'actions propres	**—**	—	**(8 336)**	(4 094)
Rachat d'actions	**(15 005)**	(8 936)	**(40 011)**	(8 936)
Paiement des coûts de financement	**(21)**	—	**(819)**	(548)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	**(143 002) $**	(69 604) $	**(136 084) $**	(223 823) $
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**28 934 $**	(23 688) $	**53 380 $**	36 449 $
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	**167 855**	236 045	**143 409**	175 908
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie provenant des activités poursuivies	**196 789 $**	187 472 $	**196 789 $**	187 472 $
Trésorerie et équivalents de trésorerie du groupe destiné à être cédé, détenus en vue d'une distribution	—	24 885 $	—	24 885 $
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	**196 789 $**	212 357 $	**196,789 $**	212 357 $